

- Assure le pesage des matériaux finis.
- Pour les sites validés, « L'entreprise » s'engage à reconnaître le « Porteur de projet » comme l'unique apporteur de toutes les conventions signées et enregistrées aux hypothèques, à la condition que la date d'enregistrement de la dite convention soit antérieure à toutes autres conventions transmises, par courrier ou par courrier électronique à l'Entreprise. « L'entreprise » s'engage à avertir dans le mois qui suit le « Porteur de Projet » si un tel cas venait à se présenter.

ARTICLE 8 - REMISE EN ETAT

Sous les andains qui auront été enlevés, le terrain sera laissé en l'état, au niveau du terrain naturel environnant, sans apport de terre végétale, avec épierrage final au godet squelette aux endroits des prélèvements.

La plateforme sera laissée à l'Etat initial par l'Entreprise.

Sur les chemins, l'Entreprise assurera la remise en état initiale des chemins pour la bonne circulation des riverains en fin de campagne et conformément aux constats d'huissier réalisés avant début des travaux et en fin de remise en état.

Un quitus de bonne fin des travaux sera établi entre les Parties après remise en état des chemins utilisés et de chaque parcelle.

ARTICLE 9 - IMPOTS ET TAXES

En aucun cas, l'Entreprise ne prendra à sa charge les impositions fiscales pouvant être exigées, ou les frais financiers ou fiscaux résultant d'un titre de propriété ou de location.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉS

En cas de plainte de riverains ou d'instances administratives Le « Porteur de projet » s'engage à porter assistance à l'Entreprise dans la résolution des litiges.

Le Porteur de projet garantit l'Entreprise contre tous recours ainsi que toutes réclamations qui pourraient être faits par des tiers à l'encontre des autorisations d'enlèvement des andains sur les parcelles données par les différents propriétaires représentés par le porteur de projet, et ce pendant toute la durée de l'exploitation des andains par l'Entreprise.

« L'Entreprise » sera dégagée de toute responsabilité, civile comme pénale, tant vis-à-vis des tiers que du « Porteur de projet » dès propriétaires dès cessation d'activité constatée conjointement par les parties.

« L'Entreprise » ne pourra pas être tenue pour responsable des conséquences de son activité sur l'état des terrains concernés par l'exploitation des andains, en particulier à la suite d'événements météorologiques tels que de fortes précipitations dans le cas où la remise en exploitation des terrains concernés par la présente convention n'aura pas été effectuée dès quits de bonne fin de travaux.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE DÉNONCIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, si bon le semble au Porteur de projet des propriétaires, à défaut de paiement d'un seul règlement à son échéance, un mois après un simple commandement à payer ou à s'exécuter demeuré infructueux, et sans qu'il soit besoin de recourir à aucune formalité judiciaire.

En cas d'application de conditions suspensives telles que définies dans l'article 3, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas d'arrêt définitif du Projet X55 NRL Digue et Echangeur, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas de résiliation de la présente convention, « L'Entreprise » devra cesser toute exploitation à dater du jour de la notification de la résiliation et libérer le terrain dans un délai de six mois à compter de ladite notification, y compris la réalisation des travaux de remise en état final.

PA

AD